

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES

Le Pommarin BP 17
38430 Moirans

Références : 2025-Is032TS1
Code AIOT : 0006103010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES implanté Le Pommarin CS 170 38430 Moirans. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des suites de la précédente incluant le suivi des actions suite à la plainte pour nuisance olfactive en août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON DEPARTEMENT FIT PROFILES
- Le Pommarin CS 170 38430 Moirans
- Code AIOT : 0006103010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

La société Hutchinson exploite depuis plus de 40 ans une usine de fabrication de profilés caoutchouc et thermoplastiques sur la commune de Moirans.

Par arrêté préfectoral n°2008-11437 du 15 décembre 2008, modifié par l'arrêté préfectoral n°DDPP-ENV-2016-02-08 du 18 février 2016, elle est autorisée au titre de la réglementation ICPE pour les rubriques suivantes, en tenant compte de l'évolution de la nomenclature des installations classées :

- 2562-1 : chauffage et traitement par bains de sels fondus - régime de l'autorisation.
- 2661-1.b : transformation de polymères - régime de l'enregistrement.
- 2662-2 : Stockage de polymère – régime de la déclaration.
- 2663-2.b : Stockage de produits composés de polymères - régime de la déclaration.
- 2910-A.2 – Installation de combustion - régime de la déclaration avec contrôle périodique.
- 4440-2 : Solide comburant - régime de la déclaration.
- 4734-2.c : Produit pétrolier spécifique et carburant de substitution - régime de la déclaration avec contrôle périodique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22/02/2016, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22/02/2016, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plainte pour odeurs	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 3.1.1 des prescriptions annexées	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Stockages	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 5.3 des prescriptions annexées	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 6.5 des prescriptions annexées	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) Les justificatifs relatifs à la mise en œuvre des actions correctives sont à transmettre à l'inspection **uniquement dans le cas où la demande suivante apparaît dans le tableau « Demande de justificatif à l'exploitant »**. Pour les autres demandes d'actions correctives, les justificatifs sont à tenir à la disposition de l'inspection et pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Les justificatifs correspondent à tout élément permettant de prouver le retour à la conformité de l'écart relevé lors de la visite (explicatifs, documents, photographies, etc).

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, annexe 4, point 1 des prescriptions annexées	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Émissions des COV	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.3 "fontaine de dégraissage", point 3.3.2 des prescriptions annexées	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Dilution des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 4.4.3 des prescriptions annexées	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, annexe 4, point 2 des prescriptions annexées	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence un certain nombre d'écart qu'il convient de lever, notamment sur les conditions de stockage et de protection du produit inflammable Luperox et sur le dépassement d'une valeur limite d'émission. L'inspection a permis également de suivre les actions réalisées par l'exploitant pour traiter les nuisances olfactives de l'établissement qui ont fait l'objet d'une deuxième plainte en août 2023. L'inspection diligentée à la suite de cette plainte le 23/01/2024 conclue sur une demande de mise en place de mesure préventive et corrective permettant de limiter ces nuisances. L'exploitant a fait réaliser une deuxième étude en octobre

2024 montrant une amélioration du débit d'odeur. Néanmoins, le rapport souligne la présence d'un grand nombre de composés odorants dans certaines zones de l'établissement. Aucune conclusion n'a été apportée et aucune proposition de mesure préventive et corrective n'a été proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22/02/2016, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant 			
Prescription contrôlée :			
Rubrique (nomenclature)	Désignation des installations	Volume des activités	Régime
2562 - 1	Chauffage et traitement par bains de sels fondus, le volume des bains étant supérieur à 500 litres	1 bain de 5325 l	A
2661-1b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères). Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure 20 t/j.	Capacité: 40 tonnes / j	E
2662-3	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères) ; le volume susceptible d'être stocké étant : > 100 m ³ mais < 1000 m ³ .	Stockage matières premières : 490 m ³	D
2663-2c	Stockage de produits dont au moins 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant > 1000 m ³ mais < 10 000 m ³ .	Stockage produits finis et semi-finis : 1400 m ³	D
4440-2	Solide comburant de catégorie 1,2 ou 3. La quantité totale étant susceptible d'être présente dans l'installation étant : supérieure à 2t mais inférieure à 50t.	Total : 12 t Sel à base de nitrite	D
2910-A 2	Installations de combustion : Lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel, du fuel domestique, si la puissance thermique maxi est > 2 MW mais < 20 MW	Total des unités de combustion : 3,4 MW	DC

4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazole et fioul domestique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2) pour les autres stockages : c) supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 500 tonnes	FOD : 56 tonnes (ou 70 m3)	DC
----------------	---	-------------------------------	-----------

Constats :

L'exploitant a transmis le 14/03/2024 un document de réponse au rapport de la visite d'inspection du 23/01/2024.

Concernant le constat n°1, le premier point relevé mentionnait la possible applicabilité de la rubrique 1978 sur le site. Après avoir justifié d'une consommation de solvant supérieur à 5t/an relevant du point 8 de la rubrique 1978, l'exploitant s'est positionné vis-à-vis de celle-ci et a transmis le tableau suivant :

Désignation de l'installation	Capacité	Rubrique	Régime
Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles utilisant des) 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an	Consommation max : 8 t/an	1978-8	D

Le solvant majoritaire utilisé est le GETREN P3200 N, à 95 %. Le jour de la visite, ce produit est stocké dans un container étanche à l'extérieur des locaux. Six fûts de 200 litres sont présents.

Les autres solvants utilisés sont des encres et des vernis. Ils sont stockés dans des petites armoires dans chaque atelier. Dans l'atelier thermoplastique, une quinzaine de bidon d'un litre de la marque « Linx » et une quinzaine d'autres bidons de 500 ml sont présents.

Concernant le deuxième point relevé lors de la précédente visite d'inspection concernant le stockage du produit Luperox le classant ainsi dans la rubrique 1450 (solide facilement inflammable), l'exploitant a transmis via son document de réponse, une modélisation des effets thermiques du produit avec le logiciel Flumilog. L'exploitant a pris comme caractéristique une palette de matières plastiques (type 2662) et une palette de matières type caoutchouc, car il n'est pas possible de modéliser des effets thermiques pour ce type de produits.

Les résultats des modélisations conduisent à des effets thermiques limités (< 5 mètres) et l'effet d'un incendie du stockage vis-à-vis du container Luperox est faible. La préconisation de Flumilog pour de faibles distances d'effets comprises entre 1 et 5 mètres est de retenir une distance d'effets de 5 mètres.

À noter que le logiciel Flumilog n'est pas conçu pour modéliser des scénarios inférieurs à 100 m².

Lors de la visite d'inspection, des cartons et des palettes sont entreposés à quelques centimètres

d'une paroi du container Luperox. Les autres faces du container sont libres de plusieurs mètres (au moins cinq mètres).

L'exploitant indique que le container peut contenir 6 palettes maximum de Luperox.

Une palette de Luperox quasiment pleine est disposé à proximité d'un appareil à l'extérieur du container. L'exploitant indique qu'elle est en cours d'utilisation, mais il n'est pas en mesure d'indiquer depuis combien de temps elle disposée à cet emplacement et combien de temps elle restera en place.

Plusieurs robinets d'incendie armé (RIA) et extincteurs sont installés proches du container.

Aucune proposition de mesure de réduction ou de maîtrise des risques n'a été proposée.

Observation n°1 :

Au vu des échanges avec l'exploitant et de l'évolution de la situation administrative de l'établissement, l'exploitant doit transmettre un tableau de situation administrative à jour. Il intégrera à sa réponse les valeurs limites d'eau de ville et de nappe qui auront été préalablement déterminées suivant le fonctionnement actuel de l'établissement et en s'inscrivant dans une démarche de sobriété hydrique (cf. point de contrôle n°3 : Sécheresse).

Il doit prendre en compte les autres observations et demandes issues des autres prescriptions du présent rapport. Un arrêté préfectoral complémentaire pourra être proposé au préfet.

Non-conformité n°1 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des moyens de prévention et de maîtrise du risque d'incendie concernant le Luperox qui classe l'établissement dans la rubrique 1450.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier et proposer d'ici **1 mois** des mesures de prévention et de maîtrise du risque d'incendie pour le stockage du Luperox. Il doit justifier du temps de présence de la palette constatée en dehors du container. Une justification de la maîtrise du risque de cette palette doit être apportée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22/02/2016, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Demande de modification des prescriptions applicables

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Installation Rejet	Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
		Concentration en mg/Nm3 à 3 % d'O2 sur un échantillon voisin d'une demi-heure	Flux annuel moyen en kg/h	
Installation de combustion au FOD	SO2	170 mg/Nm3	0,01	1 fois tous les 3 ans
	NOx	150 mg/Nm3	0,05	
	Poussières	50 mg/Nm3	0,001	
Brûleurs gaz (total des	SO2	35 mg/Nm3	0,19	
	NOx	100 mg/Nm3	0,45	

équipements chauffage)	Poussières	5 mg/Nm3	0,028	
Brûleurs gaz ligne bain de sel	SO2	35 mg/Nm3	0,02	
	NOx	80 mg/Nm3	0,09	
	Poussières	5 mg/Nm3	0,003	
Ateliers Fours de vulcanisation	COV	/	1,8	1 fois par an
	COV étiquetés H350, H340, H360	/	0,01	
Laveur gaz	NOx	10 mg/Nm3	0,03	
	COV	/	0,352	
	COV étiquetés H350, H340, H360	/	0,01	

Constats :

L'exploitant a justifié dans son dossier de réponse du 14/03/2024 la présence de deux cheminées pour la ligne de bains de sel. L'exploitant a transmis un devis pour réaliser une campagne de suivi des rejets atmosphériques étalée sur trois ans pour les différents systèmes de combustion. Les analyses sont réalisées sur trois ans pour des raisons budgétaires. Le tableau ci-dessous présente le planning des mesures atmosphériques NOX, SO₂ et poussière transmis par l'exploitant.

L'exploitant a transmis le 11/04/2025 à la suite de l'annonce de l'inspection 2025, deux rapports de mesure des rejets atmosphériques. Tous les deux sont réalisés et rédigés par la société APAVE.

Le premier daté du 02/08/2024 et portant le numéro 134131401-001-1, concerne le bain de Sel, les lignes de production 1, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et Vegapren.

Celui-ci conclut à aucun dépassement des valeurs limites d'émission.

<p>Le deuxième daté du 03/09/2024 et portant le numéro 134272753-001-1, concerne les mesures de rejets des brûleurs des bains de sels.</p> <p>Le paramètre Nox a bien été pris en compte. Cependant, le rapport met en évidence un dépassement de la valeur limite d'émission des Nox et des pics importants de CO. L'exploitant indique que ce dépassement est expliqué par le fait que le fonctionnement du brûleur de l'installation du bain de sels est discontinu, dû aux arrêts et aux redémarrages en permanence du process, comme indiqué dans le rapport APAVE.</p> <p>Lors de la visite d'inspection 2025, l'exploitant indique qu'une nouvelle mesure atmosphérique va être programmée pour 2025 pour le brûleur du bain de sel afin de vérifier si le dépassement est toujours présent. L'exploitant n'a pas été en mesure de proposer une action corrective.</p> <p><u>Non-conformité n°2 :</u> Des dépassements des valeurs limites d'émission sont constatés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser d'ici 3 mois une nouvelle analyse des rejets atmosphériques du brûleur ayant fait l'objet d'un dépassement en Nox. Le rapport sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Si des dépassements sont de nouveau constatés, l'exploitant en informera l'inspection des installations classées et proposera des actions correctives</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, annexe 4, point 1 des prescriptions annexées</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau dans le milieu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 600 m³ et ce pour un débit instantané de 80 m³/h. Le dispositif de mesure totalisateur est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a répondu au constat n°7 comme demandé par l'inspection des installations classées (Cf. point de contrôle n°7 : dilution des effluents). Les propositions permettront de réduire les consommations d'eau du site. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de proposer des</p>

valeurs limites applicables qui aurait dû être déterminée pour les données suivantes :

- eau de ville : débit maximal instantané, volume maximal journalier et volume maximal annuel,
- eau de nappe : volume maximal annuel de l'eau de nappe prélevé.

L'arrêté préfectoral de 2008 prévoit à l'annexe 4 que la consommation dans le milieu naturel (eau de nappe) soit limitée à 600 m³ par jour, pour un débit instantané de 80 m³/h.

L'exploitant dispose depuis janvier 2025 d'un outil de suivi de la consommation d'eau nommé EwatchCloud. Il a présenté la consommation d'eau mensuelle pour l'année 2024 et le début d'année 2025. La consommation d'eau pour le mois de mars 2025 est de 3 245 m³. Actuellement, l'activité de l'entreprise est réduite. La consommation la plus haute et la plus représentative de l'activité de l'établissement est le mois de mai 2024 avec une consommation d'environ 4 500 m³.

L'exploitant indique que l'activité est en baisse en ce moment, mais avec un objectif d'augmentation de l'activité à l'avenir.

La consommation annuelle 2024 est la suivante :

- eau de ville : 23 643 m³,
- eau de nappe : 45 558 m³.

L'exploitant indique être dans une démarche de sobriété hydrique et avoir mis en place une organisation autour de cette démarche. Lors de la visite, il a pu être constaté dans les ateliers des écrans permettant de visualiser des consommations d'eau et d'énergie en direct afin de les optimiser. L'exploitant indique vouloir que le site de Moirans soit certifié ISO 14 001, les démarches pour cette certification sont en cours.

Observation n°2 :

L'exploitant doit proposer d'ici **3 mois** des valeurs limites de consommation d'eau de ville et de nappe applicables que l'établissement peut respecter en fonction de son activité actuelle et futur et en intégrant une démarche de sobriété hydrique.

Ces valeurs doivent être au plus proche de la réalité de fonctionnement actuel et futur de l'établissement.

Pour résumer, les valeurs limites de consommations suivantes sont à transmettre :

- eau de ville : débit maximal instantané (m³/h), volume maximal journalier (m³/j) et volume maximal annuel (m³/an),
- eau de nappe : débit maximal instantané (m³/h), volume maximal journalier (m³/jour) et volume maximal annuel (m³/an).
- Masse d'eau de prélèvement.
- Coordonnées géographiques des points de prélèvement dans le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plainte pour odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 3.1.1 des prescriptions annexées

Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des causes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère.

Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoins, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis le 02/04/2025 par courriel, un rapport provisoire rédigé par la société OLENTICA le 30/10/2024 intitulé « Détermination des concentrations en chimie et en odeur d'une manufacture. ».

Ce rapport montre une amélioration du débit d'odeur entre le premier rapport d'OLENTICA de 2018 et celui de 2024.

Toutefois, le rapport met en évidence pour les lignes 1, 7 et 8, un nombre important de cétones, d'aldéhydes et de composés soufrés (odorants).

Pour l'atelier VEGA, un nombre élevé d'alcanes, de cétones et d'alcools (10, 5 et 5) a été identifié.

Le rapport ne conclut pas sur le sujet et l'exploitant n'a également pas conclu sur le rapport. Il n'a proposé aucune mesure préventive et corrective permettant de limiter les nuisances.

Lors de la visite d'inspection, les ateliers fonctionnaient normalement, aucune odeur particulière n'a été constatée à l'extérieur des ateliers et à l'extérieur du site proche du lycée. À noter qu'il pleuvait le jour de la visite d'inspection.

Dans l'atelier thermoplastique, une odeur était présente.

L'exploitant indique que l'activité caoutchouc (qui présente le plus d'odeur) et en train de diminuer pour être remplacée par l'activité thermoplastique. L'activité a diminué de 5 % en 4 ans et doit continuer de diminuer.

Non-conformité n°3 :

L'exploitant n'a pas été en mesure de conclure sur le rapport sur les odeurs et de proposer des mesures préventives et correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit conclure d'ici **3 mois** sur le rapport d'OLENTICA odeurs et proposer des axes

d'améliorations possibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Émissions des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 3.3 "fontaine de dégraissage", point 3.3.2 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. <p>Si la consommation de solvants à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 ou halogénés étiquetés R. 40 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 (en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction), exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m³ si le flux horaire maximal de l'installation, émis sous forme canalisée et diffuse est supérieur ou égal à 10 g/h ; - la valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés étiquetés R. 40 ou R. 68, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié dans son document de réponse du 14/03/2025 que les fontaines de dégraissage au solvant ont bien été remplacées par une fontaine de dégraissage composé d'un produit à base aqueuse exempt de solvant. L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) des produits mis en œuvre. Il s'agit du « BLB Blue liquid » dont la FDS a été révisée le 12/02/2021. Elle ne mentionne aucune information particulière concernant la réglementation CLP et les effets néfastes physico-chimiques, pour la santé humaine et pour l'environnement.</p> <p>Le deuxième produit mis en œuvre est « Pastille Biodegradeur » dont la FDS a été révisée le 25/11/2025. Celle-ci ne mentionne aucune information particulière concernant la réglementation CLP et les effets néfastes physico-chimiques, pour la santé humaine et pour l'environnement.</p>

Lors de la visite, l'absence de solvant dans la fontaine de dégraissage à bien été constatée.

L'exploitant indique ne plus vouloir être soumis à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2008 relatif aux dispersions atmosphériques des solvants utilisées dans les fontaines de dégraissage. Il indique également vouloir supprimer la rubrique 2564-3 (NC) du tableau d'activité de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a justifié dans son document de réponse du 14/03/2024 que la consommation de solvants utilisés dans les activités du site a été définie dans le cadre du positionnement dans la rubrique 1978 (Cf. point de contrôle n°1 : Situation administrative) et s'élève pour le site à 8,7 t/an.

L'exploitant a transmis avant l'inspection un plan de gestion des solvants (PGS) simplifié et sous format modifiable. Celui-ci ne correspond pas à un document finalisé officiellement.

Observation n° 3 :

L'exploitant doit finaliser officiellement son PGS et revoir l'argument permettant de rédiger un PGS simplifié. Un guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants du 22/02/2009 est mis à disposition par l'Ineris, l'exploitant s'appuiera sur ce guide pour finaliser son PGS. Le PGS sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dilution des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 4.4.3 des prescriptions annexées

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié dans le dossier de réponse du 14/03/2025 des scénarios envisagés pour répondre à la non-conformité avec un échéancier provisoire des travaux jusqu'au quatrième trimestre 2027. Les scénarios prévoient également la mise en circuit fermé de l'atelier 2642 permettant ainsi l'arrêt des prélèvements d'eau dans la nappe.</p> <p>L'exploitant a présenté l'avancement du projet de séparation des réseaux. La première phase consiste en la séparation des réseaux d'eaux. En premier pour les eaux sanitaires, puis les eaux industrielles.</p> <p>L'exploitant indique que le cahier des charges (CCTP et DPGF) est en cours de consultation.</p> <p>La deuxième phase est la mise en circuit fermé de l'atelier 2642. L'exploitant indique avoir lancé l'étude et que celle-ci est en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Auto-surveillance des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, annexe 4, point 2 des prescriptions annexées</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p>

Rejet	Paramètres	Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Périodicité des mesures
eaux résiduaires industrielles sur les points R1 et R4	MES DCO DBO5 Azote global Phosphore Hydrocarbures totaux Fer et composés Zinc et composés Plomb et composés Chrome et composés Cuivre et composés	35 mg/l 50 mg/l 30 mg/l 20 mg/l 10 mg/l 5 mg/l 5 mg/l 1 mg/l 0,1 mg/l 0,1 mg/l 0,1mg/l	TRIMESTRIELLE
eaux pluviales sur les 4 points de rejets	Hydrocarbures totaux	5 mg/l	ANNUELLE

Constats :

L'exploitant a justifié dans son dossier de réponse du 14/03/2025 des hypothèses envisagées générant des dépassements des valeurs limites d'émissions mis en évidence lors du dernier contrôle inopiné réalisé du 16 au 17/11/2023. Il a également présenté les actions préventives et correctives mises en place à la suite de ces dépassements :

- réalisation simultanée d'une analyse de l'eau de nappe en amont de la déferrisation et à l'aval au niveau du réseau de distribution ainsi que lors d'une phase de décolmatage du filtre,
- vidange et nettoyage du séparateur hydrocarbure de la zone de lavage,
- opération de vidange nettoyage des fosses septiques
- action de sensibilisation de l'ensemble du personnel sur les bonnes pratiques en matières d'effluents et contrôle visuel au niveau des regards accessibles.

L'exploitant indique avoir réalisé toutes les actions présentées ci-avant. Le site dispose de trois séparateurs d'hydrocarbure.

Un bordereau de suivi des déchets a été présenté lors de la visite d'inspection. Celui-ci présente un déchet de « mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures » avec le code déchets 13 05 08* avec trois tonnes de produits.

L'exploitant a transmis avant l'inspection le rapport daté du 24/11/2024 de la société APAVE concernant les analyses des rejets aqueux issus de l'établissement. Les mesures ont été réalisées au point R1 et R4. Aucun dépassement n'est constaté. Toutefois, le débit au point R4 est mesuré à 121,51 m³/j. L'exploitant mesure désormais les débits en continu via le logiciel EwatchCloud depuis janvier 2025 (Cf. point de contrôle n°3 : sécheresse).

Le jour de la visite, l'exploitant n'a présenté aucun résultat d'analyse des rejets aqueux pour l'année 2025.

Observation n°4 :

L'exploitant doit déclarer les résultats d'analyses du premier trimestre 2025 dans le logiciel GIDAF dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 5.3 des prescriptions annexées

Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage

Prescription contrôlée :

5.3.1. Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois) ;
- Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). À cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

5.3.2 Stockage en emballages

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Constats :

L'exploitant stocke des déchets dangereux (en Grand Récipient Vrac (GRV) et en fût de 200 litres) à l'extérieur sur une zone non couverte des eaux météoriques et à proximité de grandes cuves inutilisées. La zone de stockage est surélevée et présente une pente d'un côté pour l'accès de chariot élévateur, un petit muret sur le contour de la zone et une ouverture à l'opposé donnant sur la rétention des grandes cuves. De ce fait, le lieu de stockages des déchets dangereux ne peut pas contenir les liquides en cas de fuite.

Les déchets stockés ne sont pas identifiés, ni étiquetés.

À noter que le lieu de stockage est situé à proximité d'un marécage situé dans la propriété de la société.

Non-conformité n°4 :

Les déchets et résidus ne sont pas stockés dans des conditions permettant la prévention des

pollutions et de leur identification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer d'ici 3 mois d'une rétention fermée et étanche de la zone de stockage des déchets. Il mettra en place un dispositif afin de protéger des eaux météoriques les déchets dans le but de prévenir leur lessivage. Les emballages des déchets porteront les indications permettant de les reconnaître (nom et pictogramme).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 2, point 6.5 des prescriptions annexées
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir formé 100 % du personnel à la manipulation des extincteurs et à la coupure d'énergie. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si le personnel était formé à la manipulation des robinets d'incendie armés (RIA). Aucun référent n'est désigné pour la manipulation des RIA. Non-conformité n°5 : L'exploitant n'a pas formé le personnel à tous les équipements de sécurité du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place d'ici 6 mois une organisation permettant la manipulation des moyens de sécurité incendie, notamment les RIA, par du personnel qui sera préalablement formé à la manipulation de ces moyens. Une sensibilisation du personnel sur les risques et les procédures de lutte contre l'incendie des zones sensibles de l'établissement sera effectuée (stockage et zone de manipulation du Luperox, stockage des déchets dangereux et des produits chimiques, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois